

*Les crédits*

● (1135)

L'aspect sans doute le plus troublant de cette annonce, et qui se rapporte plus précisément à la motion dont nous sommes saisis, concerne la formation professionnelle. Les mesures proposées par le gouvernement montrent clairement que le premier ministre a trahi la confiance des Canadiens lorsqu'il a annoncé qu'il entendait céder la formation professionnelle aux provinces.

Le ministre tente de faire adopter subrepticement un nouveau régime de programmes sociaux *made in Ottawa* qui empiètera sur la compétence des provinces. Il a créé deux mégaprogrammes et les provinces devront, pour tous ces nouveaux programmes, conclure des ententes avec le gouvernement fédéral. Le gouvernement libéral doit céder sans condition des pouvoirs et des ressources aux provinces. Autrement, il aura agi en vain. Le gouvernement ne comprend tout simplement pas ce qu'est la décentralisation.

Examinons maintenant la décentralisation, sujet qui a retenu passablement l'attention ces derniers temps, surtout compte tenu du fait que les changements annoncés à l'assurance-emploi rompent avec la promesse que le premier ministre avait faite à Verdun et qu'il a réitérée mardi de la semaine dernière.

Je trouve ironique que nous débattions aujourd'hui de la promesse trahie du gouvernement concernant la décentralisation de la formation de la main-d'oeuvre. Plus tard aujourd'hui, devant le comité, des fonctionnaires nous expliqueront en quoi le projet de loi C-96 ne donne pas davantage suite à la décentralisation des pouvoirs. En fait, ce projet de loi pourrait même conférer de nouveaux pouvoirs au gouvernement fédéral. Même si ces nouveaux pouvoirs ne sont jamais exercés, le projet de loi consacre, à tout le moins, l'intervention fédérale dans des domaines de la politique sociale qui sont de compétence provinciale et à l'égard desquels le nouveau projet de loi sur l'assurance-emploi ne cède pas de pouvoirs.

Je trouve chimérique, quoi que pas tout à fait étranger au gouvernement actuel, que ce dernier tente de faire adopter une loi qui crée et défend la notion de centralisation et le statu quo. Cela me paraît tout à fait absurde dans le contexte canadien actuel, où les pressions décentralisatrices sont tellement fortes.

Les récents événements nous ont montré à tous que des changements fondamentaux doivent être apportés à la fédération. Presque tout le monde reconnaît que le gouvernement fédéral doit revoir son rôle actuel en ce qui concerne la prestation des services et les programmes. Dans le domaine de la politique sociale, nous ne pouvons continuer d'appuyer un système où la capacité de financer et le pouvoir de dépenser sont séparés. La dévolution des pouvoirs aux paliers de gouvernement les plus compétents s'impose également dans d'autres domaines.

En octobre dernier, le Parti réformiste a rendu publique sa vision d'une nouvelle confédération. Les réformistes croient que la décentralisation permettra aux futurs gouvernements de mieux répondre aux besoins de la population canadienne. Elle

répond aussi à de nombreuses préoccupations que partagent depuis toujours des citoyens de toutes les provinces.

Le plan d'action du Parti réformiste prévoit notamment l'octroi aux provinces d'un droit exclusif en matière de ressources naturelles, de formation professionnelle, d'affaires municipales, de logement, de tourisme, de sports et de loisirs. Il vise également à autoriser les provinces à établir entre elles les normes applicables à la santé, au bien-être et à l'éducation, à remplacer les transferts pécuniaires par des points d'impôt et à lever des impôts pour financer des programmes sociaux.

Cette décentralisation donnera une fédération plus équilibrée où Ottawa assumera un rôle plus axé sur la coopération que sur la domination. Les propositions inscrites dans la nouvelle confédération visent le long terme. Elles dotent le Canada d'une vision. Elles constituent en quelque sorte la substance de l'ossature d'un nouveau fédéralisme. C'est le genre de leadership qui fait si manifestement défaut chez les ministériels.

Comment peut-on gouverner sans une vision cohérente? C'est incompréhensible. Je ne parle pas de prescience, mais bien du courage de dire «Voici ce que je pense. Telle est ma vision.» Nous n'avons vu aucun ministériel agir de la sorte.

La réponse traditionnelle à une crise financière tient en trois mots: centralisation, fusion et concentration. Cet instinct ne peut conduire qu'à l'échec. Un contrôle centralisé et des organismes fusionnés augmentent le gaspillage au lieu de le réduire. De nombreuses raisons amènent le Parti réformiste à faire connaître sa vision de la décentralisation, et je vais les énumérer.

La décentralisation entraînera une plus grande flexibilité, ce qui permettra aux organismes de répondre plus rapidement aux situations changeantes et aux besoins de la clientèle. Elle favorisera une meilleure prestation des programmes et des services, étant donné que les gouvernements qui en auraient la charge sont plus proches des bénéficiaires.

La décentralisation réduira le gaspillage, les chevauchements et le double emploi dus à la présence d'administrations en conflit et de services et programmes qui souffrent d'un manque flagrant de coordination. Elle engendrera une plus grande responsabilité financière, car un gouvernement qui dépense l'argent qu'il perçoit aura tendance à se montrer plus responsable qu'un gouvernement qui dépense l'argent perçu par quelqu'un d'autre.

● (1140)

Dans le cadre de notre régime fiscal, la décentralisation est ce qui respecte le plus les principes du fédéralisme. L'intérêt d'un gouvernement de type fédéral, c'est l'autonomie des régions. Dans ses champs de compétence, chaque région est libre d'appliquer la politique qu'elle juge utile sans avoir à rendre de comptes.

Il importe de se rappeler, dans ce débat sur la formation de la main-d'oeuvre, que la décentralisation n'est ni un mot à la mode ni un engouement politique passager. C'est un mouvement politique qui se défend énergiquement au Canada depuis les années 60. Il préconise une conception nouvelle du centre d'attention au sein de la fédération.

Un ancien chef du Parti libéral de la Colombie-Britannique, M. Gordon Gibson, écrit dans son dernier livre: «Ce que veulent les Canadiens, en bout de ligne, c'est un moins grand contrôle